

# Carte Justice Paix Intégrité de la Création

Nouvelles du Bureau de Justice, Paix et Intégrité de la Création des Missionnaires Oblats de Marie Immaculée



## Énoncé de Mission

Le Service de Justice, Paix et Intégrité de la Création de la Congrégation des Oblats est une partie intégrante de notre charisme missionnaire, alors qu'il cherche à favoriser parmi ses membres, ses associés, et ses partenaires et par eux ainsi que par les structures institutionnelles, une présence vitale et active là où sont prises les décisions qui affectent les pauvres (Règle 9a). Par ses programmes d'animation, le Service veut encourager les Oblats partout dans le monde et collaborer avec eux dans leurs ministères et leurs institutions afin de vivre en solidarité avec les pauvres et les marginalisés.

## Équipe du SG-JPIC :

Séamus P Finn, OMI  
[seamus@omiusa.org](mailto:seamus@omiusa.org)

Daniel LeBlanc, OMI  
[dlkomjpic@yahoo.com](mailto:dlkomjpic@yahoo.com)

*Merci!*

Nous remercions à tous ceux qui ont répondu à notre premier courriel de JPIC.

Nous recevons avec plaisir vos commentaires, idées et suggestions.

## Oblats Aux Nations Unies

Les Oblats sont engagés dans un nombre de Comités d'Organisations Non Gouvernementales (ONG) aux Nations Unies. Cela nous permet de participer en cette instance mondiale autant que ce qui est permis à une ONG. Nous le faisons au nom de notre propre affiliation aux NU et aussi comme membres associés de VIVAT International.

[www.vivatinternational.org](http://www.vivatinternational.org)

Notre travail en différents comités et sous-comités durant l'année écoulée (Développement social, Développement durable, Finances pour le Développement, Questions Autochtones, Eradication de la pauvreté, HIV/SIDA, etc.) nous a permis de participer à une série de conférences dans lesquelles nous avons pu faire entendre notre voix. Dans cet article nous nous limiterons à quelques uns.



De gauche à droite: Joseph Gomes OMI (Bangladesh); Walter Butor OMI (US); Mr. Jhumlai Amla (Bangladesh); Daniel LeBlanc OMI (GS-JPIC); Ms. Flora Babby Talang (Bangladesh); Seamus Finn OMI (US); Mr. Sanjeeb Drong (Bangladesh).

## Développement Social

La Conférence annuelle 2008 de la Commission du Développement Social a eu lieu du 6 au 15 février. Le thème central en était :

« Promouvoir le plein emploi et un travail décent pour tous. »

Beaucoup d'informations concernant cette conférence, y compris la participation de la Société civile peuvent se trouver en cliquant sur :

<http://www.un.org/esa/socdev/csd/csocd2008.htm> et les

liens suivants, dans les six langues officielles des NU. En préparation de la Conférence de cette année, nous travaillons avec trois principaux groupes : ONG, Peuples Autochtones et la Confédération Internationale des Syndicats (ITUC).

## Questions Autochtones

Le Forum Permanent des NU pour les Questions Autochtones (UNPFII) s'est

tenu cette année du 21 avril au 2 mai. Le thème central en était : « Changements climatiques, diversité bio-culturelle et subsistance : le rôle d'intendance des

peuples autochtones et les nouveaux défis. »

Plusieurs Oblats y ont participé : Daniel LeBlanc, Joseph Gomes, Nicanor Sarmiento, Walter Butor.

Quelques collaborateurs laïcs du Bangladesh nous ont aussi accompagnés: Sanjeeb Drong, Shakil Ahmed et Flora Babby Talang. Seamus Finn (Directeur par intérim de JPIC) et Rohan Silva (Sri Lanka) ont pu passer quelque temps au Forum. Cela nous a permis d'organiser et de présenter ce qu'on appelle un « side-event » autour du thème : « Spiritualité des Peuples Autochtones et la Terre. » Pour plus d'informations voyez <http://www.un.org/esa/socdev/unpfii/>. Vous trouverez non seulement des informations sur le Forum mais aussi sur la « Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones » et plus encore.

## Développement Durable

Du 5 au 16 mai, la première conférence d'un cycle de deux

ans sur le Développement Durable s'est tenue aux NU autour du thème: « Agriculture, Développement rural, Terres, Sécheresse, Désertification et l'Afrique. » Ce fut une année de révision comparée à la session de l'an prochain qui cherchera à formuler des politiques. Le résumé du Président qui peut être trouvé sur :

<http://www.un.org/esa/sustdev/csd/review.htm> donne un

assez bon compte-rendu de ce qui s'est passé à cette rencontre. Beaucoup de questions importantes y ont été discutées. Je ne mentionne que deux exemples : la nécessité de faire d'avantage afin d'assurer l'eau et les installations sanitaires, et de bonnes pratiques en agriculture, y compris le fait de ne pas perdre de vue les savoirs traditionnels. Ce site web de l'organisation fait un excellent travail pour présenter les résumés journaliers : <http://www.iisd.ca/csd/csd16/> (anglais, français, espagnol).

## Eradication de la Pauvreté

Sur la question de l'ERADICATION DE LA PAUVRETÉ, les membres de la communauté ONG, y compris les Oblats, commencent une consultation auprès des gens vivant dans la pauvreté. Par cette consultation nous espérons être capables de souligner un aspect spécifique de ce défi, pas toujours bien pris en compte par les institutions les plus importantes, les agences ou les représentants des pays, alors que le mandat pour une deuxième décennie de l'Eradication de la Pauvreté est entrain d'être préparé – **le point de vue des gens vivant en pauvreté.**

Pour cela nous avons besoin de votre aide pendant le mois prochain. Nous savons que votre travail vous garde occupé, mais nous avons besoin de votre aide afin d'avoir la voix des pauvres y compris ceux avec lesquels vous travaillez. Nous avons trois questions que nous aimerions que vous posiez à un ou plusieurs pauvres pour ensuite nous envoyer les réponses que vous recevrez.

Les questions sont (*sentez vous libres de poser les questions de la manière qui sera le mieux compris par votre correspondant*) :

1. Quelles améliorations aimeriez-vous voir pour vous-mêmes et/ou vos enfants dans le domaine de la santé ? de l'éducation ? de l'emploi? Laquelle de ces améliorations ferait vraiment le plus de différence ?
2. Quelles mesures publiques ou quel processus ont-ils aidé davantage dans votre communauté ?
3. Qu'aimeriez-vous que les grands décideurs aux NU et autres instances sachent de votre vie et de votre expérience ?

Veuillez nous envoyer les réponse que vous entendrez avec les informations suivantes:

1. Le lieu (région, village, ville) et le pays où vous êtes;
2. Votre nom et courriel;
3. La contribution de ou des personnes vivant dans la pauvreté (réponses aux questions 1 à 3)

Ceci est un moyen très pratique pour démontrer que les pauvres ont leur mot à dire dans les décisions faites aux NU, entrain de préparer une Seconde Décade pour l'Eradication de la Pauvreté.

Veuillez envoyer vos réponses à [omijpic.generalservice@yahoo.com](mailto:omijpic.generalservice@yahoo.com)



Premier rang de gauche à droite: Kevin Dance (Passioniste), Walter Butor OMI (US)

## Remise de la dette et Protection pour les pays à bas et moyens revenus en 2008

L'année 2008 a marqué un début remarquable au Congrès des Etats Unis qui a discuté des législations et consultations sur les affaires qui ont un impact direct sur plus de 80 pays les plus pauvres ; l'équipe oblate de JPIC y a pris une part active. Il s'agit du Jubilee Act qui promet une remise de la dette à 37 pays, de la loi de remise des dettes à Haïti et de la rédaction actuelle de la loi sur les « Fonds pour arrêter les vautours » qui offrirait une protection contre les « fonds vautours » ce qui profiterait aussi à plus de 80 pays.

« Fonds vautours » : Les prémisses de la loi sur les « Fonds vautours » viennent de ce que ces pays devraient bénéficier de protection contre les profits des « fonds vautours » sur la base que ces pays sont, soit déjà dans le programme HIPC, ou qu'ils seraient éligibles pour la remise de la dette sous le Jubilee Act. La protection pour ces pays est essentielle afin de préserver les gains des engagements existants de remise de dette et pour s'assurer que les « vautours » ne mineront pas de futures remises.

Le Haiti Act: alors que la crise alimentaire explose en Haïti, une campagne pour supprimer la totalité du milliard de la dette multilatérale a été intensifiée, en profitant de ce que le G8 se prépare à sa rencontre au Japon, en juillet 2008. Cet effort menant de pair les résolutions et la législation au Parlement des Etats Unis devrait mettre fin au paiement d'un million d'intérêts que le gouvernement de Haïti doit payer chaque semaine.

Jubilee Act: En plus d'autoriser de plus amples remises de la dette, la loi cherche à réformer les politiques actuelle du FMI/Banque mondiale et des autres pratiques prestataires, en :

- Faisant pression pour que plus de ressources soient consacrées aux allocations des pays les plus pauvres du monde ;
- Demandant une plus grande transparence au Fonds Internat. d'Investissements y compris une politique de divulgation maximum des documents de projets et de prêts ;
- Limitant les conditions qui peuvent peser sur les pays entrain de voir leur dette remise, de la part de ceux qui veillent à ce que cet argent, gagné par la remise de la dette, soit utilisé en toute transparence et de façon responsable pour diminuer leur pauvreté ;

Une majorité des 66 pays les plus pauvres reste embourbée dans la crise de la dette. Une étude de janvier 2007 portant sur 41 pays n'ayant pas encore achevé l'Initiative HIPC a révélé que la majorité de ces pays paient actuellement plus pour le service de la dette qu'ils ne payaient en 1996. Le Lesotho en est un exemple: il ne répond pas encore aux critères pour la remise de la dette malgré son taux élevé de besoins. Le Lesotho a dépensé 54.2 millions en remboursement de la dette en 2005, juste un peu moins de ce qu'il reçoit annuellement du Millennium Challenge Corporation (MCC).



De gauche à droite: Daniel LeBlanc, OMI (SG-JPIC); Nicanor Sarmiento OMI (Lacombe); Roban Silva OMI (Sri Lanka); Joseph Gomes OMI (Bangladesh).